

Port-au-Prince le 7 avril 2024

La capitale du pays focalise tous les regards : médias nationaux, internationaux, réseaux sociaux ainsi que les rumeurs oscillent entre drames, tueries, guerre entre gangs et policiers, pillages de maisons, commerces, incendies et destruction de commissariats, d'écoles, facultés, pharmacies, hôpitaux et tout ce qui a trait à l'état, au patrimoine.

Ces actes, commis par des délinquants – souvent adolescents - grisés par le pouvoir des armes qu'ils portent, ont pour effet de vider des quartiers entiers, acculer des centaines de personnes au bord d'un précipice économique et familial, d'instiller au goutte-à-goutte la peur, la panique au sein de toute une capitale.

Tous les gangs sont maintenant fédérés, avec une devise « vivre ensemble » qui dépasse l'entendement car rien de convivial dans leur façon d'agir et détruire.

La question : pourquoi cette folie destructrice ? Pourquoi détruire des écoles ? Des hôpitaux ?

Personne n'a de réponse; seuls ceux qui agissent ou font agir ainsi le savent.

La capitale est entourée par les bandits, les sorties donnent lieu à des « péages » négociés avec les chefs de gangs- pour tous les transports en communs; cependant aucune véhicule privé ne s'y aventure. Les échanges et transports commerciaux se font par la route ou par la mer.

De ce fait les tarifs de tous les produits –et des transports en commun-augmentent en province comme en ville.

Mais dans ce contexte, la vie continue à l'intérieur de la capitale; bien des écoles sont fermées et certaines continuent de fonctionner « on line », les commerces, banques, institutions ouvrent en catimini ou pas tous les jours. Cependant le secteur informel reste présent dans les rues. Certains quartiers –épargnés par les tirs et les bandits- gardent un peu d'animation.

Un couvre-feu a été institué il y a un mois de 7.00 pm à 5.00 am.

En province et dans les banlieues de la capitale, la plupart du temps tout fonctionne.

La police et ses corps spécialisés- et une armée peu étoffée- sont au four et au moulin pour empêcher les bandits de progresser et s'installer plus près des zones commerçantes ou résidentielles. Souvent ils repoussent les malfrats mais n'arrivent pas à récupérer ce que l'on appelle « les territoires perdus ». Ils sont souvent en sous-effectif et soumis au commandement du chef de la police et du ministre de l'intérieur.

Plusieurs fois des opérations policières ont été arrêtées par le haut commandement, ou des renforts demandés n'ont pas été envoyés; cela s'est soldé par des morts et blessés dans le camp de la police et du découragement. Plus de 1000 policiers ont quitté le pays.

Les armes et munitions entrent facilement dans le pays malgré l'embargo des USA sur les armes; la frontière avec la République Dominicaine est fermée mais poreuse.

La situation sécuritaire est en équilibre précaire depuis des mois.

Aussi après la fermeture de l'aéroport international (depuis 3 semaines), suite à des tirs entre policiers et bandits qui ont touché deux petits avions stationnés sur la piste, les ambassades étrangères, les Nations-Unies et des ONG locales ont organisé des évacuations volontaires par hélicoptère pour les ressortissants étrangers qui se sentaient en danger.

Depuis trois semaines, le Premier Ministre est à Porto-Rico et démissionnaire.

Sous l'égide de la CARICOM (**Communauté caribéenne**, composée de quinze États membres et de six membres associés, la majorité appartenant au Commonwealth), un Conseil présidentiel de 7 membres – les membres étant issus de différents partis politiques et de la société civile-et deux observateurs vient d'être formé. Cela ressemble à un premier pas, un consensus politique et il se devrait d'être encouragé par tous.

Mais ce conseil ne fait malheureusement pas l'unanimité; des acteurs politiques, de la société civile, et des membres de la population critiquent ou revendiquent la présence de hors-la-loi au sein du pouvoir, en l'occurrence de Guy Philippe, un ancien militaire qui vient de purger une peine de six ans en prison aux USA pour trafic de drogue.

Les principaux objectifs du Conseil Présidentiel sont : le rétablissement de la sécurité publique; l'organisation de la Conférence Nationale et de la Réforme Constitutionnelle; la réalisation des élections générales démocratiques, crédibles et participatives; la restauration de la justice et de l'État de droit; le redressement institutionnel et économique.

Il devrait être installé au cours de la semaine à venir et commencer à rétablir une situation en parfait déséquilibre.

Françoise Ponticq